

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM-2021-083 - Séance du 09/09/2021

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
29	24	29

Vote	
Pour	29
Contre	0
Abstention	0

L'an 2021, le jeudi 9 septembre à 19h00, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES, légalement convoqué, s'est réuni à Salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire.

Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par voie dématérialisée aux membres du conseil municipal le 03 août 2021.

Présent(s) :

Jean-Luc MEISSONNIER, Elisabeth MAZOLLIER, Philippe MARTY, Sandrine GAUTIER, Christophe KASZUBA, Carole PAHLAWAN, Ludovic DUCAMP, David CARBONELL, Valérie DALMAS, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER, Marie-Thérèse AMALVY, Josiane DEVESA, Michel BAUDOUR, Bernard VIDAL, François RODENAS, Patricia VANGREVELYNGHE, Damien CORDEAU, Claire VITOU, François-Xavier CHAZOTTES, Séverine MONIN, Olivier DURIX, Olivier TAPIE, Martin FAURE.

Absent(s) représenté(s) :

Christophe DOLL pouvoir à Sandrine GAUTIER Xavier POTAVIN pouvoir à Carole PAHLAWAN Emilie CHENOT pouvoir à David CARBONELL Julie LUDGER pouvoir à Elisabeth MAZOLLIER Nadine GUILLON pouvoir à Christophe KASZUBA.

Absent(s) :

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP.

N° DLM-2021-083 - MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 3,

Vu le décret 88-145 du 15 février 1988 modifié, pris en application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984, relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable du Comité Social Technique,

Considérant le bon fonctionnement des services et la nécessité de leur continuité,

Considérant les besoins en effectifs supplémentaires,

Considérant les modifications suivantes :

- Suppression d'un poste de rédacteur au sein de la direction de la prévention et de la sécurité, suite à une fin de détachement
- Suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 1^{er} classe au sein de la direction de la communication et de l'évènementiel, suite à une démission
- Création d'un poste d'adjoint administratif principal de 2^e classe au sein de la direction de la planification, de l'aménagement et de l'action foncière, suite à un avancement de grade et suppression du poste d'adjoint administratif précédemment occupé
- Création d'un poste d'auxiliaire de puériculture au sein de la crèche, suite à une création de poste
- Suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 2^e classe au sein de la direction des services techniques et de l'urbanisme, suite à une radiation des effectifs
- Suppression d'un poste d'adjoint technique principal de 2^e classe au sein de la direction de la jeunesse, suite à un départ à la retraite
- Création d'un poste d'adjoint technique au sein de la direction des services techniques et de l'urbanisme, suite à recrutement

Sur le rapport de Christiane GAUBERT, conseillère municipale,

LE CONSEIL MUNICIPAL

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

APPROUVE la mise à jour du tableau des effectifs tel que présenté ci-dessous :

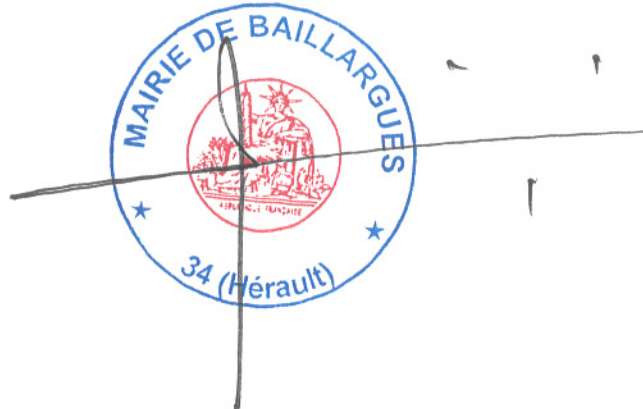
Filière/cadre d'emplois	Catégorie	Temps complet	Temps non complet	Total général
Administrative				
Attaché principal	A	2		2
Attaché	A	3		3
Rédacteur principal 2ème classe	B	2		2
Rédacteur	B	2		2
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	6		6
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	9	1	10
Adjoint administratif	C	8	2	10
Total Administrative		32	3	35
Animation				
Adjoint d'animation principal de 2ème classe	C	7		7
Adjoint d'animation	C	8	1	9
Adjoint d'animation principal de 1er classe	C	1		1
Total Animation		16	1	17
Medico Sociale				
Puéricultrice de classe supérieure	A	1		1
Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe	C	1		1
Auxiliaire de puériculture principal de 2ème classe	C	3		3
Total Medico Sociale		5		5
Police				
Brigadier chef principal	C	5		5
Total Police		5		5
Sociale				
Agent social principal 2ème classe	C	2		2
Agent social	C	2		2
Agent spécialisé principal 1ère classe des écoles maternelles	C		1	1
Agent spécialisé principal 2ème classe des écoles maternelles	C	2	2	4
Educateur de jeunes enfants	A	2		2
Total Sociale		8	3	11
Sportive				
Educateur des APS principal 2ème classe	B	1		1
Educateur des APS	B	1		1
Total Sportive		2		2
Technique				
Ingénieur	A	1		1
Agent de maîtrise principal	C	1		1
Agent de maîtrise	C	1		1
Adjoint technique principal de 1ère classe	C	2	1	3
Adjoint technique principal de 2ème classe	C	6		6
Adjoint technique	C	24	18	42
Total Technique		35	19	54
Culturelle				
Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe	C	1		1
Assistant enseignement artistique principal 2ème classe	B		1	1
Total Culturelle		1	1	2
Total général		104	27	131

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Pour extrait certifié conforme au registre,

Le jeudi 9 septembre,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérécours citoyens» accessible par le site Internet www.telerecours.fr.